

Messieurs,

Vous dites «Tous les parlementaires pensent que cela ne peut plus durer...» (Fenech) ou encore «...notre candidat doit se retirer» (Houpert)

Vous vous prévaluez ce matin de «nombreux soutiens qui vous féliciteraient d'avoir osé poser ce tabou sur la place publique» (Fenech, encore).

«Il a perdu sa crédibilité» (Muselier, qui sait de quoi il parle !)

Vous êtes-vous posés seulement deux questions, basiques, simples mais (pardon) «vraies» ou «justes» (encore pardon d'oser avec ces mots désuets) ? Vous êtes-vous seulement posé la question de la véracité des faits (justice) et de l'impact de votre attitude pour votre camp et pour la France ?

La véracité des faits

Je vous adresse ce message «de la base» à laquelle j'appartiens, une base au sens politique c'est-à-dire de gens qui ont une activité professionnelle intéressante et prenante, une vie familiale et sociale épanouissante et pour qui la politique «concrète» passe par le truchement du mandat donné à des personnes sur la foi de leur déclaration, de leur appartenance à un camp et/ou (plus rarement il est vrai) à leur actes.

Cette base est désolée de la tourmente dans laquelle se trouve le leader qu'elle s'est choisie. Mais elle espère encore que la lumière sera faite sur les faits qu'on lui reproche et que la justice se prononcera.

Cette base est choquée de votre attitude.

Je suis choqué de vous voir abandonner le combat et je m'inquiète de votre lâcheté que je ne peux m'expliquer que par ce que j'entrevois d'un calcul politicien minable, du genre de ceux qui donnent malheureusement raison à ceux qui qualifient notre droite de «plus bête du monde». Vous avez peur de perdre votre rente : en réalité, comme vous êtes des seconds couteaux et que vous n'avez que peu de chance d'obtenir un poste de celui-ci, vous profitez de la première tentative de déstabilisation pour emboucher votre clairon. Peut-être espérez-vous ainsi plaire à un autre dont vous pensez qu'il pourrait le remplacer ? Peut-être imaginez-vous que celui-là vous en saura gré ?

Mais alors, c'est que vous n'avez pas assez lu ni assez médité ni appris pour ne pas avoir

compris que la trahison vous salit de telle manière que vous vous êtes perdus irrémédiablement. Comment se fier à vous, maintenant ? Vous avez trahi votre camp. Vous avez eu peur. Vous n'avez même pas cherché à combattre, à défendre, à comprendre ?

Et si vous aviez su, compris, vous n'avez pas cherché à expliquer.

C'est le deuxième grief que je vous fais : vous avez peut-être accès à des informations, vous avez connaissance d'une façon de vivre, des us et des coutumes du milieu politique dont vous avez fait votre métier maintenant. Peut-être que vous vous accommodez, comme tout un chacun semblait le faire jusqu'à cette semaine, de l'opacité des règles par lesquelles notre République gère les émoluments des représentants de la nation. Si ce n'était pas le cas, vous auriez peut-être réagi plus tôt ? La quasi-totalité de vos semblables s'en est très bien accommodée jusqu'à maintenant. La base dont je m'arroge le droit de porter la parole ici, elle non plus n'en a pas «fait un fromage». Mais ce n'est pas la question, ou plutôt cela ne devient la question qu'en deuxième niveau : le premier plan consiste à expliquer, faire comprendre de quoi on parle, qui est concerné, que l'on fonctionne ainsi parce que la vie d'un bon élu n'est pas rémunérée à sa juste valeur, que les sacrifices consentis ne sont pas reconnus et qu'il faut donc trouver des moyens pour rééquilibrer les plateaux de la balance. On imagine que l'exercice du pouvoir pèse d'un bon poids dans la balance, pouvoir rendre service, faire avancer des projets pour sa circonscription, sa ville, sa région ou, mieux encore, à son pays, ce doit être «enrichissant». Peut-être faut-il aussi peser mieux l'investissement individuel que représente l'engagement pour la communauté : le temps que l'on ne consacre pas aux siens, à ses amis ou à soi-même ?

Mais cela s'explique, se démontre ; il y a des arguments à mettre en œuvre, on peut illustrer ce propos. Et, surtout, un tel débat s'organise, se prépare et doit faire l'objet de réflexions, de temps et d'apports importants auxquels s'oppose le déchaînement médiatique.

Le bien commun, l'impact sur notre pays

Finalement, votre lâche abandon est l'illustration du peu d'importance que vous accordez au bien commun !

Qu'apportez-vous au débat, à part votre contribution au lynchage ? Des explications sur le fond ? Votre point de vue de magistrat, de fin connaisseur de l'organisation politique française ? Votre conviction de la présomption d'innocence ?

François Fillon est encore aujourd'hui le seul capable de monter un projet de redressement et

de le porter en France et auprès de nos partenaires.

Tant que la justice française ne se sera pas prononcée nous devons faire bloc, combattre, faire comprendre, montrer que nous ne l'avons pas choisi par hasard.

S'il s'avère qu'il est indigne de la confiance qui sous-tend le mandat que nous lui avons donné, nous pourrions poser la question de son éviction.

Mais il est bien trop tôt pour cela.

Pour l'instant, nous voulons une droite unie et combative pour porter la France hors de l'ornière dans laquelle 15 ans de radical socialisme et 5 ans de socialisme l'ont engluée. Vous êtes comptable devant les électeurs de droite de votre attitude d'aujourd'hui.

La base s'accroche à l'espoir d'une clarification et du courage, elle soutient les 17 courageux qui ont apporté leur voix «pour l'honneur d'un homme et l'avenir de la France» dans le Figaro d'aujourd'hui. Comme citoyen «de base», je m'engage aujourd'hui pour défendre François Fillon et le projet qu'il a formulé pour mon pays. J'invite mes compatriotes à réclamer - plus de courage aux hommes politiques - plus d'analyse, de perspective et de raison aux journalistes - plus d'expression de leur part à eux : qu'ils se manifestent et qu'ils expriment leur soutien à celui qu'ils ont choisi pour les représenter pour les prochaines élections présidentielles.

Allez François et que vive la France !